Point de vue

« La lecture exclusivement ethnique des conflits en Afrique est fallacieuse »

Hier au Rwanda ou aujourd'hui au Kenya, la dimension identitaire n'est qu'un vecteur parmi d'autres des crises, explique la chercheuse Sonia Le Gouriellec.

Par Sonia Le Gouriellec

LE MONDE Le 26.10.2017 à 15h35

S'abonner dès 1 € Réagir Ajouter
Partager (710) Tweeter

image: http://img.lemde.fr/2017/10/26/43/0/926/461/1536/0/60/0/24db8d3_24747-1p56jx1.2pbdg6i529.jpg

Nous avons tous en tête le génocide rwandais, qui opposait deux ethnies : les Hutu et les Tutsi. D'avril à juillet 1994, entre 500 000 et 1 million de Rwandais périrent (800 000 selon l'ONU). En France, très tôt, ce conflit a fait l'objet de controverses. Sur le rôle qu'aurait pu jouer la France, mais surtout sur l'interprétation des causes du génocide.

Lire aussi : « Récit des Justes du Rwanda », hommage à ceux qui ont sauvé des Tutsi durant le génocide

La lecture ethnique est très rapidement venue se confronter aux lectures plus complexes sur les causes sociologiques, politiques, historiques et régionales du génocide. Selon cette première lecture, les Tutsi et les Hutu seraient destinés à s'affronter et les massacres seraient le résultat d'une opposition raciste héréditaire et pratiquement constitutive de l'ADN des Rwandais et, plus largement, des Africains, condamnés aux tueries et aux barbaries spontanées sans dimension politique ni instrumentalisation.

Cette lecture n'est pas réservée uniquement aux conflits africains, mais l'explication ethnique se trouve être plus répandue concernant cette région du monde.

Pas une cause unique de conflit

La littérature sur le lien entre ethnie et conflit est très riche et de nombreuses controverses ont opposé les analystes. Pour les uns, le continent africain serait « condamné » aux affrontements ethniques, et pour les autres, les ethnies n'existent pas et ne seraient que des groupes artificiels créés à des fins de manipulation ou de domination politique, notamment par le colonisateur.

Nous ne nions pas l'existence d'« ethnies », au sens d'une « identité » distincte d'un autre groupe. En revanche, il est aisé de démontrer que l'ethnie n'est pas une cause unique de conflit. Si tel était le cas, tous les groupes ethniques du monde seraient perpétuellement en conflit, alors que la plupart du temps ils vivent paisiblement côte à côte. Donc, l'ethnie seule n'est pas une cause de conflit. Cela ne veut pas dire que les appartenances identitaires ne sont pas cruciales dans la guerre. Elles peuvent même très certainement venir alimenter le conflit.

Lire aussi : Au Kasaï comme ailleurs en RDC, « le désordre comme art de gouverner » de Joseph Kabila

Pour Paul D. Williams, les analystes doivent s'intéresser à l'« ethnie plus », c'est-à-dire chercher les causes additionnelles aux conflits. L'ethnie n'est qu'un vecteur. Ce qui apparaît à première vue comme des combats entre ethnies est bien souvent entièrement lié à des luttes entre les élites, pour la puissance politique ou matérielle. Ainsi, au Soudan du Sud, le conflit était au départ une opposition entre élites pour l'accès au pouvoir, avant de se cristalliser sur l'appartenance ethnique et une opposition entre Dinka et Nuer. Ce conflit est devenu effectivement un conflit semblant de nature ethnique, mais sa cause est bien plus complexe.

image: http://img.lemde.fr/2017/10/26/7/0/754/377/1536/0/60/0/918a22a_24693-z58maq.z8ps49ggb9.jpg

Difficultés de gouvernance

Parmi les causes des conflits, on retrouve ainsi les manipulations politiques, les crises politiques (assassinats politiques, entre autres), les crises économiques, comme l'accès aux ressources ou à la terre. Ainsi, en Ethiopie, la dimension ethnique est forte dans le conflit qui oppose les Oromo et les Amhara au régime éthiopien, mais c'est une erreur d'analyse que de réduire ces tensions à une question ethnique. Les Oromo, les Amhara et les Tigréens représentent chacun des groupes très hétérogènes.

Les contestations qui ont conduit à l'instauration de l'état d'urgence, en 2016, et à la répression de l'opposition trouvent leurs racines dans l'annonce par l'administration de la capitale, Addis-Abeba, d'intégrer plusieurs municipalités voisines à son plan d'extension urbaine, et donc d'empiéter sur la région Oromo. Les manifestants ne rejettent pas le fédéralisme ethnique en lui-même, mais le fait que le régime ne se soit jamais démocratisé et que les retombées économiques ne bénéficient pas à tous.

Lire aussi : Des milliers de déplacés dans des violences interethniques en Ethiopie

On retrouve les mêmes difficultés de gouvernance dans d'autres pays d'Afrique. Les dirigeants considèrent l'Etat comme leur bien personnel et s'accaparent ainsi les ressources du pays. Le statut de président devient celui de *« big man »,* inspiré par une stratégie d'accumulation financière pour s'assurer une clientèle électorale dépendante. Le Kenya est un bon exemple de gouvernance dite néopatrimoniale, où l'ethnie constitue un mode de mobilisation commode pour les politiciens qui se disputent le pouvoir et les ressources attenantes à celui-ci.

Dans ce pays, les élections de 2007 ont conduit à la mort de plus 1 000 personnes et provoqué 350 000 déplacés. Les élections organisées le 8 août 2017 se sont déroulées dans un climat relativement serein. Néanmoins, la Cour suprême a décidé, le 1er septembre, d'invalider l'élection présidentielle au regard des irrégularités de la Commission indépendante électorale. Si cette décision est une avancée démocratique notable, dans l'immédiat, la réorganisation du scrutin a radicalisé les différents camps et ethnicisé les discours.

Lire aussi : Les Luo du Kenya, entre exclusion et paranoïa

Les racines de l'amalgame patrimonial remontent à l'histoire du pays ; la colonisation britannique s'accompagnait en effet d'une ségrégation territoriale. L'accès à la propriété foncière était défini par l'appartenance communautaire. Claire Médard l'a démontré : *« C'est bien l'existence d'inégalités matérielles et le fait que ceux qui en sont victimes les interprètent en termes ethniques alors qu'elles résultent d'un clientélisme politique, qui explique les violences récentes. »* Au Kenya, les hommes politiques ont joué sur les réactions identitaires, mais ce sont des enjeux économiques et fonciers qui sont la véritable source des oppositions politiques.

image: http://img.lemde.fr/2017/10/26/271/0/3600/1797/1536/0/60/0/805f999_22693-3sbswv.aca86ez5mi.jpg

Critère racial

On le voit, l'approche uniquement ethnique exclut toute analyse des événements ayant conduit au conflit et les « dépolitise ». De quoi cette lecture est-elle le symptôme ? Comment expliquer qu'elle soit particulièrement répandue dans l'étude des conflits en Afrique ?

Il semblerait qu'au-delà des classifications identitaires, l'analyse dépend du rapport entre l'observateur et l'observé. La lecture exclusivement ethnique est, en partie, héritière des travaux sur l'anthropologie de la race, élaborée à la fin du XIXe siècle. Cette littérature refuse de penser le racisme en Afrique comme une idéologie construite politiquement et socialement. L'étude de la trajectoire du concept d'« ethnie » est particulièrement éclairante.

Lire aussi : Tueries à répétition en Centrafrique

Les Grecs opposaient les « ethnè » et la « polis ». Les sociétés, unies par la culture mais non organisées en cités-Etats, étaient des « ethnè ». L'ethnologie serait littéralement la science des sociétés qui sont « a-politiques » et qui, à ce titre, ne peuvent être des « sujets » de leur propre histoire. Cette définition « négative » se perpétue dans la tradition ecclésiastique, qui appelle « ethnè » les païens, par opposition aux chrétiens.

C'est à partir du XIXe siècle que le critère racial est intégré. Il faut noter que cette période correspond à la domination européenne sur le reste du monde. Dans l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* (1854), le comte de Gobineau utilise l'adjectif « ethnique » d'une façon ambiguë, le mot

commençant à désigner par moments le mélange des races et la dégénérescence qui en résulte. Si l'usage du terme « ethnie » s'est popularisé au détriment d'autres mots comme celui de « nation », c'est sans doute qu'il s'agissait de classer à part certaines sociétés, en leur déniant une qualité spécifique.

Jeux de pouvoir

Cette qualité, dont l'absence les rendait dissemblables et inférieures aux sociétés européennes, c'est l'historicité ; et, en ce sens, les notions d'« ethnie » et de « tribu » sont liées aux autres distinctions par lesquelles s'opère le grand partage entre anthropologie et sociologie : société sans histoire/société à histoire, société préindustrielle/société industrielle, société sans écriture/société à écriture.

Lire aussi : « Les parures masai témoignent des croisements culturels incessants entre Europe et Afrique »

Il convient de se méfier des explications simplistes et essentialistes où les conflits sont vus comme inhérents aux cultures africaines, déterminés uniquement par les identités. Pourtant, cette lecture continue d'être reprise et guide les commentaires sur les conflits en Afrique. Or, sur ce continent comme partout ailleurs, l'ethnie n'est pas une réalité figée ou immuable, mais au contraire se trouve en constante évolution. Elle est le fruit d'un continuel processus d'hybridation et de sédimentation historique.

Il faut donc porter notre attention sur les jeux de pouvoir locaux, sur les relations internationales africaines et sur l'intégration du continent au grand jeu mondial. La lecture exclusivement ethnique est extrêmement réductionniste, très spéculative et profondément fallacieuse.

Sonia Le Gouriellec est chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (Irsem).

Cet article a d'abord été publié sur le site **The Conversation**.

image: https://counter.theconversation.com/content/85577/count.gif?distributor=republish-lightbox-advanced

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/26/la-lecture-exclusivement-ethnique-des-conflits-en-afrique-est-fallacieuse_5206416_3212.html#AYuq6aoZiUizvvBl.99